



INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

COVID-19 PANDEMIE:

Un an d'incurie face au Covid: Le capitalisme tue!

Depuis le début du mois d'avril, le Covid-19 se propage à grande vitesse au quatre coins de la planète. Si la situation semble quelque peu se stabiliser en Europe et régresser aux États-Unis après une énorme flambée de contaminations, l'Amérique latine et le sous-continent indien sont désormais dans la tourmente. Des pays comme le Chili, dont la population avait été massivement traitée par les vaccins chinois, (1) sont touchés par une explosion des contaminations. La situation est si grave qu'au sein même des autorités chinoises, des voix ont été obligées de reconnaître l'efficacité "insuffisante" des vaccins. Officiellement, la pandémie a coûté la vie à plus de 3,2 millions de personnes dans le monde, et sans doute beaucoup plus, compte tenu des chiffres parfois éhontément mensongers de pays comme la Chine.

Si une année de recherche a permis de mieux connaître le virus, de mieux comprendre comment il se propage et comment lutter contre lui, l'incurie persistante de tous les États et l'irresponsabilité de la bourgeoisie ne permettent absolument pas la mise en œuvre de mesures cohérentes et efficaces pour limiter la prolifération du virus à l'échelle internationale. Les États, empêtrés dans une logique de concurrence, n'ont même pas été capables de se coordonner un minimum dans la politique vaccinale.

Face à cette absence de coordination, chaque État a dû mettre en place des mesures sanitaires à courte vue, avec des allers et retours sur les confinements, les semi-confinements, les états d'alerte ou les couvre-feux, en ouvrant ceci et en fermant cela. Sans moyens appropriés pour lutter contre la pandémie après des décennies de coupes budgétaires dans les systèmes de santé imposées par la crise, préoccupés par "l'économie" et le risque de se faire distancer par les concurrents, les États ont fini par s'accommoder des morts quotidiens et n'ont cessé d'ajuster leurs mesures sanitaires afin d'éviter une situation de chaos dans les hôpitaux et les cimetières (avec plus ou moins de réussite). C'est ce que la classe dominante appelle cyniquement : "vivre avec le virus". Résultat : si certains États ont vacciné rapidement et à tout-va, on a laissé le virus se propager ailleurs en favorisant ainsi l'émergence de variants du Covid-19 plus résistants aux vaccins.

Inde, Brésil... une vision prémonitoire de l'avenir

Mais dans cette danse macabre, c'est probablement en Inde et au Brésil qu'on a pu voir les pires scènes de catastrophe. Au Brésil, "l'épidémie est hors de contrôle", aux dires d'un scientifique brésilien: de nouveaux cimetières sont ouverts à tout-va, on transporte les cadavres en bus, la maladie emporte plusieurs milliers de victimes par jour. Bientôt le chiffre de morts atteindra le demi-million, dépassant les États-Unis dans cette course au record macabre. Les hôpitaux sont pleins, les gens crèvent dans leur brancard en attente d'un lit. Et tout cela en pleine avancée du nouveau variant originaire de Manaus, la grande ville amazonienne où, fin 2020, on avait cru au mirage de l'immunité collective, au moment même où une deuxième vague se répandait au Brésil dans un maelstrom apocalyptique. Pendant ce temps, Bolsonaro, le président du pays, celui qui prétendait qu'on avait à faire à une "gripezinha", a continué à répéter "qu'il faut reprendre le travail et cesser de se plaindre", tout en changeant de ministres comme de chemise dans une sinistre noria gouvernementale.

Au Brésil, le trafic d'animaux amazoniens et la déforestation massive exposent les êtres humains à des virus jusque-là "sous cloche". D'après le biologiste Lucas Ferrante, chercheur à Manaus: "C'est en Amazonie qu'il y a le plus grand risque de voir surgir un nouveau virus, et ce risque est infiniment plus important que ce que l'on a vu à Wuhan". (2)

La destruction de la forêt amazonienne a pris les dernières années des dimensions catastrophiques. La bourgeoisie brésilienne, qui tire de juteux bénéfices de l'exploitation de la forêt amazonienne, n'est pas prête de stopper la destruction.

permis de faire un peu comme la Chine et les autres grandes puissances possédant un vaccin: l'utiliser pour son rayonnement impérialiste. Désormais, on en interdit l'exportation.



Inde : crémation des cadavres de COVID-19 à Delhi en avril 2021

Mais depuis quelques semaines, c'est la situation en Inde qui fait la Une de la presse. Il est difficile de décrire avec des mots l'horreur la catastrophe sanitaire dans ce pays. L'Inde est aujourd'hui le pays le plus peuplé du monde. Malgré son développement économique, les services sanitaires étaient déjà sous-développés avant la pandémie. La santé n'était pas une priorité pour l'État. Le président indien, Narendra Modi, une espèce d'alter ego messianique de Bolsonaro, se vantait en février "d'avoir vaincu la pandémie" et que le pays "était un exemple pour le monde". Modi s'était même

Depuis janvier, ce gouvernement, très fortement marqué par l'hindouisme fondamentaliste, a délibérément encouragé un pèlerinage (la Kumbh Mela) de foules immenses venant des quatre coins du pays. Pendant les deux premières semaines d'avril, 2,8 millions d'Hindous se sont immergés les uns contre les autres sans masque, ni distanciation, ni contrôle de température, ni test préalable, dans les eaux du Gange infestées par les crémations rituelles de cadavres infectés. De véritables bombes à virus, sans oublier les meetings de campagne électorale!

(suite à la page 2)

LES PAYS-BAS APRÈS LES ÉLECTIONS

La fin de la stabilité politique?

Des élections législatives ont eu lieu aux Pays-Bas au printemps dernier. Elles ont été suivies avec intérêt dans toute l'Europe, chacun se demandant si Rutte parviendrait à remporter un quatrième mandat de Premier ministre et serait ainsi en mesure de poursuivre sa politique des dix dernières années, une politique caractérisée par l'austérité et la stabilité politique. Par ailleurs, le résultat de ces élections pouvait également apporter

des indications quant à l'issue des importantes élections en Allemagne cet automne et en France au printemps prochain.

Les Pays-Bas : un modèle de stabilité politique

Dans différents pays du monde, le virus du populisme a déjà révélé ses effets dévastateurs ces dernières années. Le référendum britannique sur la sortie de l'UE a déclenché

le développement d'un processus politique chaotique, dont les effets résonnent encore aujourd'hui. La présidence de Trump aux États-Unis a alimenté le chaos dans le pays, qui a eu pour apothéose la prise d'assaut apocalyptique du Capitole par une horde d'extrémistes de droite. En Hongrie, Orban ne réussit à contrer le chaos imminent qu'en resserrant le contrôle à la "manière stalinienne". En Italie, le gouvernement de coalition des deux partis populistes, a été marqué par 14 mois de conflit et a laissé l'Italie dans une discorde encore plus grande qu'auparavant.

Jusqu'à présent, les Pays-Bas étaient un modèle de stabilité politique. Hormis le fiasco de la participation gouvernementale de la "Liste Pim Fortuin (LPF)" en 2002-2003 et l'échec de l'appui du PVV de Wilders au gouvernement en 2010-2012, la bourgeoisie des Pays-Bas a réussi à maîtriser assez bien les conséquences de l'avancée populiste. En 2017, le PVV populiste avait certes amélioré son score pour devenir le deuxième parti le plus important, devançant légèrement le CDA chrétien-démocrate et les libéraux de gauche

de D66, mais il se situait toujours loin derrière la droite libérale, le VVD de Rutte.

Rutte lui-même symbolisait cette stabilité, il est le symbole d'une bourgeoisie qui comprend l'art du jeu politique et qui a réussi jusqu'à présent à neutraliser les "excès" populistes, expressions de la phase de décomposition.

Le début des difficultés politiques

Le gouvernement Rutte II, qui a débuté en 2012, avait été formé assez rapidement, en particulier parce qu'il ne comprenait que deux partis. En revanche, la formation de Rutte III a constitué la plus longue formation gouvernementale de l'histoire parlementaire néerlandaise. Cela était en partie dû au fait qu'il avait fallu quatre partis pour former un gouvernement majoritaire, disposant d'une majorité au Parlement. C'était également lié à une méfiance mutuelle accrue entre les différents partis. Malgré son titre, "Confiance dans l'avenir", le minutieux accord de coalition,

(suite à la page 2)

● Covid-19 pandémie:	
Un an d'incurie face au Covid: Le capitalisme tue!.....	1+2
● Les Pays-Bas après les élections	
La fin de la stabilité politique?	1+2
● Gestion de la crise du covid-19 en Belgique :	
Derrière la mascarade de "l'équipe des 11 millions", contradictions et divisions.3	
Conflit israélo-palestinien: l'avenir que nous réserve le capitalisme (Extraits).....4	
● Il y a cent ans, le soulèvement de Kronstadt 1921	4
La répression de Kronstadt : une erreur tragique du mouvement ouvrier	5
Kronstadt : contre les thèses anarchistes, leçons tirées par la Gauche communiste	6

(suite de la première page)

UN AN D'INCURIE FACE AU COVID: LE CAPITALISME TUE!

Le retour de bâton de tant d'arrogance et de mépris ne s'est pas fait attendre. Les chiffres de la contagion et du taux de mortalité sont montés en flèche: 4.000 décès et autour de 4 millions de contagions par jour, *"des statistiques très inférieures à la réalité"*, disent les journaux, confirmées par le spectacle affligeant du manque d'oxygène, des lits occupés par plusieurs personnes, des queues devant les hôpitaux où les gens meurent sur les civières, dans le side-car de leur moto ou par terre!

Tout cela est un comble dans un pays qui, comme le Brésil, prétend devenir un géant économique. En Inde, à la place des images de familles à la recherche de terrain vague ou de parcs pour enterrer leurs proches, les bûchers alignés sur des centaines de mètres ont fleuri un peu partout pour incinérer les cadavres qui s'entassent et leur rendre un dernier hommage, misérable et indigne. Comme au Brésil et ailleurs, ce sont les plus démunis, c'est le prolétariat et les couches non exploiteuses qui payent le prix fort de telles incuries et des traumatismes qu'elles engendrent.

Quand on pense que ces deux pays, avec l'Afrique du Sud (3) avaient été classés comme ayant un potentiel de développement semblable à celui de la Chine, présentés quelque part comme l'expression du dynamisme d'un capitalisme éternel!

Le capitalisme s'enfoncé dans la décomposition

Le Covid, comme les autres pandémies et fléaux qui menacent l'espèce

humaine, est non seulement un produit mais aussi un puissant accélérateur de la décomposition sociale à l'échelle planétaire. L'Inde de Modi et le Brésil de Bolsonaro, mêmes s'ils sont dirigés par des gouvernements populistes qui les exposent à des décisions particulièrement stupides et irrationnelles, ne sont que deux expressions parmi les plus extrêmes, de l'impasse que représente le capitalisme pour l'avenir de l'humanité.



Il ne faut pas s'y tromper: Modi, Bolsonaro, Trump et bien d'autres représentants de la montée en puissance du populisme, à côté de leur administration erratique et bornée, restent, malgré leurs discours "anti-élites", des défenseurs acharnés du capital national et les relais des besoins du capitalisme mondial: l'exploitation brutale et le saccage de la forêt amazonienne ainsi que l'extraction d'or sont encouragés par les pays importateurs de soja. Et du côté de

Modi, les lois sur la fin de l'agriculture "protégée" ont été mises en œuvre afin d'ouvrir encore plus les campagnes aux besoins du capital. Malgré la victoire de Biden sur Trump aux États-Unis, la tendance à l'autodestruction et au chacun pour soi au sein de la classe dominante est inhérente au monde dans lequel nous vivons désormais.

Comme nous le mettons en avant dans notre "Rapport sur la pandémie de

ont précipité une réponse inadéquate et chaotique de la bourgeoisie à la pandémie, ce qui a obligé la classe dirigeante à aggraver massivement la crise économique en interrompant la production pendant une période significative;

– les origines de la pandémie résident clairement dans la destruction accélérée de l'environnement créée par la persistance de la crise capitaliste chronique de surproduction;

– la rivalité désorganisée des puissances impérialistes, notamment parmi les anciens alliés, a transformé la réaction de la bourgeoisie mondiale à la pandémie en un fiasco mondial ;

– l'ineptie de la réponse de la classe dominante à la crise sanitaire a révélé la tendance croissante à la perte de contrôle politique de la bourgeoisie et de son État sur la société au sein de chaque nation ;

– le déclin de la compétence politique et sociale de la classe dominante et de son État s'est accompagné de façon étonnante d'une putréfaction idéologique: les dirigeants des nations capitalistes les plus puissantes débitent des mensonges ridicules et des absurdités superstitieuses pour justifier leur inaptitude.

Covid-19 a ainsi rassemblé de manière plus claire qu'auparavant les principaux domaines de la vie de la société capitaliste tous impactés par la décomposition: économique, impérialiste, politique, idéologique et social. La catastrophe sanitaire actuelle révèle avant tout une perte de contrôle croissante de la classe capitaliste sur son système et sa perte de perspective croissante pour la société humaine dans son ensemble.(...). La

tendance fondamentale à l'autodestruction qui est la caractéristique commune à toutes les périodes de décadence a changé de forme dominante dans la période de décomposition capitaliste, passant de la guerre mondiale à un chaos mondial qui ne fait qu'accroître la menace du capitalisme pour la société et l'humanité dans son ensemble".

Si le surgissement de la pandémie a mis un coup d'arrêt au développement des luttes ouvrières dans le monde, il n'a pas altéré la réflexion sur le caractère chaotique dans lequel baigne la société capitaliste. La pandémie offre une preuve supplémentaire de la nécessité de la révolution prolétarienne. Mais cette issue historique dépendra d'abord et avant tout de la capacité de la classe ouvrière, seule force révolutionnaire, de retrouver la conscience d'elle-même, de son existence, et de ses capacités révolutionnaires. Car seul le prolétariat, mobilisé et organisé autour de la lutte pour la défense de ses intérêts et de son autonomie de classe, a le pouvoir de mettre fin au joug tyrannique et mortifère des lois du capital et enfanter une autre société ■

Inigo/6 05 2021

(1) La Chine et la Russie ont sauté sur l'occasion pour inonder de vaccins les pays africains ou d'Amérique latine à des fins ouvertement impérialistes.

(2) "Amazonie: point de départ d'une nouvelle pandémie. (1)?" , France Culture (19 avril 2021).

(3) Voir: "Covid-19 en Afrique: Du vain espoir de 2020 à la dure réalité de 2021 (2)", Révolution internationale n°487 (mars-avril 2021).

(suite de la première page)

LES PAYS-BAS APRÈS LES ÉLECTIONS

dans lequel tout était fixé jusque dans les détails, exprimait bien plus la méfiance que la confiance.

Les résultats des élections de 2019 pour les États provinciaux et le Sénat fournissaient déjà une première indication des difficultés croissantes de la bourgeoisie néerlandaise à conserver le contrôle de ses institutions politiques. Lors de ces élections, le "Forum pour la démocratie", un autre parti populiste, surgissait du néant pour obtenir du premier coup 16 % des voix, devenant ainsi le plus grand parti politique des Pays-Bas et, avec le VVD, le plus grand parti au Sénat. Ce gigantesque renforcement de l'escadre populiste dans la politique néerlandaise était un premier avertissement.

Cette tendance a été absolument confirmée par les résultats des élections parlementaires du 17 mars 2021. Jamais auparavant les populistes n'avaient obtenu autant de sièges que lors de ces élections ; ensemble, ils obtiennent 28 des 150 sièges. C'est encore plus que les 26 sièges que la LPF a obtenus en 2002. Mais le plus important est le fait que le Parlement n'a jamais été aussi fragmenté, morcelé en 17 (et maintenant même 18) fractions politiques. Ce nombre est encore plus élevé qu'en Belgique où, du fait de la division communautaire des partis, deux versions (une francophone et une néerlandophone) de la plupart des partis existent. La seule famille politique classique qui résiste est la libérale, la droite libérale du VVD de Rutte et le centre-libéral du D66. Les chrétiens-démocrates (CDA), qui faisaient également partie du gouvernement Rutte III, ont subi une perte importante. Les partis verts et de gauche se sont réduits pour devenir des "mini partis" avec moins de 10 sièges chacun. Les populistes, eux aussi, sont divisés en quatre "communautés" qui s'excommunient entre elles. Des partistes tels que le "Parti pour les animaux" ou le "Mouvement des paysans" entrent au Parlement. Dans l'actuelle Chambre des représentants, seuls 4 partis représentent

plus de 10% des voix, tandis que 13 partis obtiennent moins de 10% des voix.

Le "chacun pour soi" de la décomposition exacerbe aussi toutes sortes d'effets, tels que des parlementaires qui essaient de "se profiler" dans les médias et qui ne se tiennent plus à la loyauté envers leur propre parti ou envers la coalition gouvernementale. En janvier 2021, cette situation est devenue funeste pour le gouvernement Rutte, qui ne disposait que d'une majorité d'un seul siège au parlement. En raison de son incapacité totale à gérer la question de l'allocation pour la garde d'enfants (1), le parlement avait annoncé qu'il introduirait une motion de censure contre le gouvernement. Lorsque ce dernier s'est rendu compte que même certains membres des partis de la coalition soutiendraient la motion, il a été contraint de présenter sa démission.

Une résistance croissante contre le "Roi Soleil" Rutte

Le processus de formation d'un nouveau gouvernement de coalition a débuté à la fin du mois de mars. Mais juste au moment où les discussions allaient commencer, un nouvel affrontement a éclaté entre les parlementaires et Rutte.

Après avoir appris que, pour l'un des députés (le député CDA Pieter Omtzigt), qui s'était profilé de manière un peu trop explicite dans les débats contre Rutte III, les négociations visaient à "trouver une fonction ailleurs", la Chambre des représentants a voulu savoir ce qu'il en était. Au cours du débat qui a suivi, il s'est avéré que ce sujet avait été abordé lors des discussions entre Rutte et les deux explorateurs (les précurseurs des informateurs), ce que Rutte a d'abord nié avec véhémence. Ce n'est que quand il a reconnu humblement les faits, qu'il s'est repenti et qu'il a promis des améliorations ("une nouvelle culture administrative") que Rutte a pu éviter une motion de censure qui le visait personnellement.

Le fait que ce type de députés était également un sujet de discussion régulier au sein du conseil des ministres n'était pas connu à l'époque, mais est apparu plus tard. Le parlement a exigé la publication des procès-verbaux du Conseil des ministres du second semestre 2019 et il est apparu qu' "ils ne voulaient pas de questions critiques et ils ont tout essayé, par le biais d'autres personnes, afin de les intimider et de les museler" (Azarkan du parti DENK). Lors du débat qui a suivi la publication des procès-verbaux, Mark Rutte a une nouvelle fois promis de faire mieux et de tenir désormais davantage compte du parlement en tant que "contre-pouvoir".

Les affrontements d'avril 2021 entre le gouvernement et les parlementaires ont rendu la formation d'un nouveau gouvernement beaucoup plus difficile. Toutes les belles promesses faites par Rutte, suite aux prétendues "machinations" du gouvernement envers les députés, semblent avoir eu peu d'effet. Le rapport final publié début mai par Tjeenk Willink, le troisième "informateur" depuis le 17 mars, montre que sur les 18 partis au Parlement, six en tout cas ne considèrent plus Rutte (2) comme suffisamment crédible pour former un nouveau gouvernement avec lui.

L'un des fondements sur lesquels la bourgeoisie s'appuie pour défendre son système politique contre la pression toujours plus forte de la décomposition est la mise en avant (ou la création, comme en France) de personnalités populaires capables d'unir une partie importante de la population et des forces politiques autour d'elles. Nous l'avons vu avec Merkel en Allemagne, Macron en France et récemment avec Draghi en Italie. C'était également le cas de Rutte aux Pays-Bas au cours des dix dernières années. La campagne actuelle contre Rutte est une manifestation supplémentaire du fait que la bourgeoisie néerlandaise tend à perdre la régie de son jeu politique et que le contrôle lui échappe de plus en plus.

Le "chacun pour soi" compromet toute prise en charge de la crise.

Plusieurs mois ont passé et la formation du gouvernement n'a pas progressé d'un pouce.

Le "groupe de réflexion sur la crise du coronavirus" du Conseil Économique et Social (SER), le principal organe consultatif du gouvernement, a formulé des axes pour la relance de l'économie et des activités sociales. Ces axes donnent la priorité à la relance de l'économie et à l'anticipation de la prospérité future, tout en veillant à ce que les acquis sociaux tels que les soins de santé restent intacts. Au cœur des plans de la bourgeoisie pour la période à venir se trouve donc la transition de la crise vers la reprise, agrémentée par quelques zestes de durabilité et de numérisation.

La bourgeoisie néerlandaise ne semble donc pas opter pour un gouvernement qui mette immédiatement en œuvre une austerité drastique et qui présente immédiatement la note pour les mesures de soutien financier d'environ 40 milliards d'euros de l'ère Corona. La question demeure toutefois: quels sont les cinq ou six partis qui se retrouveront sur un programme de gouvernement qui ne les mènera pas encore plus avant sur le chemin de l'implosion? Et sous la direction de qui ce programme sera-t-il mis en œuvre?

Malgré les beaux plans élaborés actuellement par la bourgeoisie pour la formation d'un nouveau gouvernement, nous ne devons pas nous faire d'illusions. La bourgeoisie sait qu'elle ne peut pas continuer à dépenser de l'argent et à augmenter la dette nationale en toute impunité. Ce qu'elle fait depuis le début de la pandémie, c'est essentiellement danser sur la corde raide. Et ce, dans le contexte d'une économie nettement plus faible et plus fragile que lors de la crise bancaire de 2008. Les économistes prévoient qu'une telle politique conduira inévitablement à une intensification des chocs financiers et à une déstabilisation de la monnaie.

L'absence de contrôle du "jeu" politique ne peut qu'aggraver la situation, car les effets de la décomposition ne se limitent plus à des phénomènes de superstructure comme le populisme, les flux de réfugiés, l'écologie, la décomposition de l'idéologie mais touchent de plus en plus directement la base économique du système capitaliste (3), comme nous l'avons vu avec la pandémie: la propagation illimitée du virus a plongé le monde dans une crise profonde, comparable au krach de 1929.

Les difficultés actuelles de la bourgeoisie néerlandaise à former un nouveau gouvernement stable, capable de conduire le pays à travers les tempêtes actuelles et à venir, expriment de manière frappante la tendance au "chacun pour soi", qui pénètre progressivement tous les recoins de la société bourgeoise (4). Avec la politique à court terme qui tend à prédominer de plus en plus dans la phase de décomposition, les conditions économiques ne feront qu'empirer; les conséquences de ceci se répercuteront sans nul doute sur les couches exploitées de la population et en premier lieu sur la classe ouvrière ■

Dennis/ 2021.06.07

1) Dans l'affaire dite des allocations familiales, des dizaines de milliers de familles néerlandaises ont été accusées à tort par le fisc, ces dernières années, de fraude à l'allocation pour la garde d'enfants. En conséquence, ces familles ont rencontré de graves problèmes, non seulement financiers (on les a obligé de restituer des dizaines de milliers d'euros), mais aussi des problèmes liés au logement, aux soins et à l'éducation des enfants. C'est devenu une véritable scandale en raison du fait que le gouvernement n'a pas voulu révéler la gravité et l'étendue de ces dérives au parlement.

2) Après dix ans de gouvernement ininterrompu, de 2010 à 2020, Rutte a commencé à montrer certains traits autocratiques: il dicte ce qu'il faut faire; Rutte et "gouverner" sont devenus presque synonymes, comme l'a souligné Ploumen du PvdA (social-démocrate): "Rutte se comporte comme un Roi-Soleil."

3) Voir: Rapport sur la pandémie de Covid-19 et la période de décomposition capitaliste

4) Les émeutes du week-end du 23 et 24 janvier 2021 étaient sans précédent selon les normes néerlandaises. Ce n'est pas en soi le grand nombre de gens dans la rue qui est significatif, mais le fait que les émeutes se soient déroulées simultanément dans 25 endroits, qu'ici et là des rues test covid aient été détruites et qu'à Twente même un hôpital ait été attaqué. Cela prouve clairement que les effets de la décomposition sont de plus en plus répandus.

GESTION DE LA CRISE DU COVID-19 EN BELGIQUE :

Derrière la mascarade de "l'équipe des 11 millions", des contradictions et des divisions persistantes

Fin 2020, nous décrivions comme suit l'approche défailante de la crise Covid-19 par la bourgeoisie belge: "*Les intrigues politiques, qui durent depuis le début de 2019, ont été alimentées et intensifiées au début de cette année par l'éclatement de la crise du coronavirus. La combinaison de cette dernière avec la crise politique a produit un mélange explosif et a mené à une fuite de responsabilité de la part des "dirigeants" politiques et, en conséquence, à un chaos considérable dans la gestion du pays. Les forces politiques établies ont laissé faire le sale boulot de gestion de la crise sanitaire par un gouvernement d'affaires courantes qui se heurtait régulièrement aux initiatives "sauvages" des dirigeants régionaux et locaux. Le manque de confiance entre les différents niveaux de pouvoir et la pagaille dans la communication publique ont dominé de sorte que la Belgique compte aujourd'hui le plus grand nombre de décès covid pour 100.000 habitants dans le monde entier*" (Internationalisme 372, 3e-4e trimestre 2020).

Pour tenter de dissiper cette image d'irresponsabilité et de chaos omniprésents, une équipe gouvernementale fédérale "nouvelle et fraîche" a été nommée début octobre 2020, le gouvernement De Croo. Elle se donnait pour but de mettre fin à l'ancienne "culture de la chamaille", d'opter "résolument pour l'unité", à travers une gestion cohérente et un programme innovant: "*une équipe de 11 millions de Belges!*". Après 9 mois de gouvernement, qu'en est-il de ces belles promesses ?

1.L'approche de la pandémie reste chaotique

À l'instar de ses rivales européennes, la bourgeoisie belge n'a tiré que peu ou pas d'enseignements de la première vague de la pandémie : les possibles mesures d'accompagnement visant à surveiller et à contenir la pandémie, telles que le suivi et le repérage avec mise en quarantaine obligatoire des personnes infectées lors de voyages à l'étranger, se sont révélées être un échec total. De toute façon, le gouvernement De Croo, avec le ministre "socialiste" de la Santé F. Vandenbroucke à sa tête, s'était fixé pour objectif de ne pas se résigner à l'inévitabilité d'un nouveau confinement général lors de la deuxième vague, qui aurait imposé une mise à l'arrêt de toutes les parties non essentielles de l'économie. Par conséquent, depuis novembre, le cœur inébranlable de la politique gouvernementale a été de maintenir ouvert à tout prix les secteurs productifs de l'économie et, en appui à cela, de garantir l'ouverture des crèches et les écoles primaires, même si les mesures de protection telles que l'aération des locaux ou l'utilisation d'(auto)tests dans les entreprises et les écoles n'ont pas permis de maîtriser les infections ou les nouvelles variantes, de sorte que les mesures d'assouplissement ont dû être régulièrement revues ou reportées. Ensuite, la campagne de vaccination a démarré lentement, avec de grandes

différences entre les régions (la région de Bruxelles-Capitale est loin derrière les autres régions, les villes d'Anvers et de Gand sont aussi en retard par rapport au reste de la Flandre, par exemple). Ici aussi, des scandales ont éclaté au niveau d'autorités municipales qui ont permis la vaccination prioritaire de leurs propres employés et de leur famille en bafouant l'ordre de vaccination convenu. Bref, malgré une meilleure centralisation des actions par le gouvernement De Croo, l'impuissance à gérer efficacement la pandémie est restée flagrante et a entraîné début 2021 des milliers de décès supplémentaires, tristement superflus.

2.Les chamailleries entre les différents partis politiques se poursuivent

L'une des raisons pour lesquelles la gestion de la pandémie continue d'être inefficace et incohérente est le fait que les différents partis tout comme les différents gouvernements régionaux font constamment des déclarations et des propositions qui remettent en question ou même sapent les plans et les mesures du gouvernement fédéral. Lorsque le gouvernement a imposé des mesures strictes, celles-ci ont été ouvertement remises en question par des présidents de partis gouvernementaux eux-mêmes (de celui du MR libéral à celui d'Ecolo, qui a ouvertement déclaré qu'il ne suivrait pas ces mesures). Lorsque le gouvernement fédéral a proposé un plan d'assouplissement prudent, les gouvernements régionaux (la Flandre en particulier) et les partis (du parti socialiste francophone aux libéraux-démocrates flamands) se sont immédiatement lancés dans une surenchère de mesures d'assouplissement tandis que certains bourgmestres et municipalités ont ouvertement déclaré qu'ils ne contrôleraient plus le respect des mesures (comme à Liège ou Middelkerke). Enfin, même le premier ministre libéral s'est heurté à son ministre "socialiste" de la

santé, qui estimait que De Croo ne tenait pas suffisamment compte de la situation préoccupante des hôpitaux.

Certains se demandent peut-être pourquoi la bourgeoisie aborde les problèmes de manière aussi incontrôlée ? Cela n'a rien à voir avec de la mauvaise volonté et encore moins avec un plan machiavélique. La crise historique du système de production capitaliste exacerbe déjà en soi les contradictions internes, et la décomposition pullulante, dont la crise de Covid-19 elle-même est une expression et un accélérateur, attise le "chacun pour soi" à tel point que la bourgeoisie a de plus en plus de mal à contrôler son propre appareil politique. C'est là que réside l'explication fondamentale des tensions croissantes au sein de l'appareil politique de la bourgeoisie belge.

3.Les tensions montent au sein de la société

Des tensions et des protestations se sont exprimées dans toutes sortes de groupes de la société : des patrons de cafés et des restaurateurs aux traiteurs, du secteur culturel aux centres sportifs amateurs et aux fitness. De plus, des milliers de jeunes se sont rassemblés dans des parcs ou des squares et ont ignoré les mesures corona (comme "La Boum" 1 et 2 dans le bois de la Cambre bruxellois), tandis que les maires étaient de plus en plus réticents à assurer l'ordre public. À cela s'ajoute l'errance désespérée d'un soldat paumé du corps d'élite, adepte des théories d'extrême-droite et conspirationnistes. Il a dévalisé un arsenal d'armes (jusqu'à des lance-roquettes contre des véhicules blindés) de la caserne où il était stationné et menace de tuer un certain nombre de décideurs politiques et de virologues parce qu'ils imposeraient une dictature covid. Sur les réseaux sociaux, des dizaines de milliers de personnes le saluent comme le "Robin des Bois moderne", tandis que la police et les forces militaires tentent de l'arrêter depuis des semaines.

La pandémie n'aboutit donc de toute évidence pas à l'imposition par l'État bourgeois d'une discipline de fer à sa population. Cependant, le danger est ailleurs : que les travailleurs rejoignent les campagnes de groupes spécifiques (tels les commerçants ou le secteur culturel) ou celles pour la défense des "*libertés individuelles qui seraient en danger*"; que de jeunes ouvriers soient entraînés dans des campagnes pour récupérer leur liberté: "*Je veux retrouver ma liberté; Je veux faire ce que je veux*". De tels mouvements n'ont rien de positif et menacent d'entraîner les travailleurs dans des protestations égoïstes de cer-

tains groupes contre d'autres groupes de la société, dans lesquelles toute forme de solidarité sur une base prolétarienne (la seule qui offre une issue à la misère) est totalement absente. Au début de la crise du covid, il y avait encore des expressions de solidarité envers le personnel infirmier. Aujourd'hui, ces groupes de protestataires considèrent le personnel infirmier comme des gens mesquins qui vous empêchent de faire ce que vous voulez. Ils sont l'expression de la montée sans précédent de l'égoïsme, du "chacun pour soi" et du manque de perspective qui caractérisent cette phase de décomposition du système capitaliste.

4.Attiser la division entre les travailleurs afin de leur faire payer la crise

Grâce à sa politique cynique consistant à tout faire pour que les entreprises restent ouvertes, le gouvernement De Croo a réussi à limiter les dégâts sur le plan économique : en 2020, l'économie a connu un recul de 6,3 %, ce qui est la plus forte baisse depuis la Seconde Guerre mondiale, mais celle-ci est comparable à celle de l'Allemagne : 6 %, et est nettement inférieure à celle de la France ou de l'Italie, qui ont connu une baisse de plus de 10 %. Grâce à une politique de subventions massives et inconditionnelles aux entreprises et aux travailleurs, la Belgique est également l'un des pays les plus performants d'Europe en termes de faible croissance du taux de chômage (de 3,6 % à 3,7 % ; l'Allemagne de 2,4 % à 2,9 %).

Toutefois, ces mesures de soutien ont un prix élevé: "*En 2020, le déficit budgétaire du pays devrait atteindre un peu plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB). C'est plus que dans les pays voisins. Et le rééquilibrage budgétaire est également plus lent. D'ici 2023, le déficit en Allemagne aura été réduit à environ 1% et aux Pays-Bas à environ 2%, tandis qu'en Belgique, il restera à 6%*" (Agence Belga, 23.03.21). Le déficit des finances publiques a fortement augmenté (dette de 115 % du PNB en 2020, 120 % en 2023; les Pays-Bas ont vu leur taux d'endettement passer de 60 à 72 %. L'Allemagne est passée de 60 % à 70 %) et de nombreuses entreprises qui étaient censées faire faillite en raison de la crise ont été maintenues artificiellement en vie pour le moment. De nombreuses sociétés fictives auraient même été créées pendant le confinement pour profiter des généreuses mesures de soutien.

En fin de compte, c'est la classe ouvrière qui paiera dans les années à venir la facture de la crise Covid-19 sur le plan des salaires et des conditions de

vie. Tout d'abord, son pouvoir d'achat sera affecté dans les mois et les années à venir par la hausse de l'inflation : plus de 2% en avril et environ 4% d'ici la fin de l'année (*De Morgen*, 19.05.2021). Ensuite, l'accord salarial central, promu par le gouvernement, impose une modération salariale claire : au cours des deux prochaines années, seule une augmentation salariale maximale de 0,4 %, hors adaptation à l'indice du coût de la vie, est autorisée.

En même temps, la bourgeoisie a commencé à activer une politique du "diviser pour mieux régner" afin d'étouffer toute velléité de résistance solidaire et unifiée contre sa politique. Déjà fin 2020, le gouvernement De Croo a conclu un accord avec le personnel hospitalier, qui impliquait des augmentations de salaire et une amélioration des conditions de travail, sans inclure dans cet accord le personnel d'entretien ou les autres travailleurs de la santé. Dans l'accord salarial central qui a été mis en œuvre en mai 21, la possibilité a été donnée de négocier une prime supplémentaire pouvant aller jusqu'à 500 €, mais uniquement pour les "entreprises performantes". Les syndicats s'opposent à cette prime au nom de la liberté de négocier une augmentation salariale plus forte en fonction de la "performance" des entreprises. Autrement dit, après avoir collaboré avec le gouvernement et les patrons pour maintenir le niveau la production nationale pendant le confinement, les syndicats revendiquent désormais le droit de diviser les travailleurs selon la logique de la production capitaliste et du "chacun pour soi". De cette manière, ils veulent saper encore plus la solidarité mutuelle entre les travailleurs mieux payés dans les entreprises "performantes" et les travailleurs moins bien payés dans les entreprises ou les secteurs "non-performants".

Bref, l'impuissance de la bourgeoisie à mener une politique cohérente contre le Covid-19 et ses difficultés croissantes à contrôler sa structure politique n'offrent aucun avantage aux travailleurs. Une politique d'austérité est en train d'être mise en place, avec la pleine collaboration des syndicats, qui les mettra sous pression dans les années à venir. D'autre part, il existe le danger que ces mêmes travailleurs soient entraînés dans toutes sortes de tensions sociales et de contradictions entre les différents groupes de la société, qui menacent de saper encore plus leur identité et leur autonomie de classe ■

Jos/06.06.2021

Discussions avec le CCI



CORONA = VIRUS
CAPITALISME = PANDEMIE

En cette période de règles strictes dues au virus Covid-19, où les rassemblements physiques et les discussions et le débat sont rendus beaucoup plus difficiles, la confrontation fraternelle et argumentée des idées reste le cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle donc ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques.

Lisez la Revue Internationale



Courant Communiste International

Premier semestre 2021

Revue Internationale

Présentation de la Revue
La pandémie de COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial
La prise en charge de la Santé dans la Russie des soviets
Pandémie de COVID-19 : Barbarie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale
Les États-Unis et le capitalisme mondial engagés sur une voie sans issue
100 ans après la fondation de l'IC, quelles leçons pour les combats du futur ? (3e partie)
Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme
Bordiga et la grande ville
La difficile évolution du milieu politique prolétarien depuis Mai 68 (2ème partie)

166

sommaire

- 1 Présentation de la Revue
- 3 La pandémie de COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial
La pandémie, un phénomène social qui a pour terrain le délabrement du monde
La bourgeoisie surprise par la première vague, désemparée par les suivantes
L'agonie du capitalisme dans sa phase finale de décomposition empestée la société
Comment la société communiste future fera face aux pandémies
Alors oui le communisme est nécessaire, mais aussi la révolution est possible !
- 7 La prise en charge de la Santé dans la Russie des soviets
(La Conservation de la Santé en Russie Soviétique - N.A. Semachko)
Conditions générales du travail du Commissariat d'hygiène publique
Une année de travail
- 10 Pandémie de COVID-19
Barbarie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale
- 13 Les États-Unis et le capitalisme mondial engagés sur une voie sans issue
La Chine ne peut pas combler le vide
Les dangers pour la classe ouvrière
Un défi pour les organisations révolutionnaires
- 15 100 ans après la fondation de l'Internationale Communiste, quelles leçons pour les combats du futur ? (3e partie)
1920-21 : Le recul de la vague révolutionnaire
Les conséquences désastreuses du soutien "aux mouvements de libération nationale"
Gagner les masses au détriment des principes
- 22 Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme
Bordiga et la grande ville
La révolution face à la décomposition du capitalisme
Le contexte historique du "programme immédiat pour la révolution" de Bordiga
De nombreux inconvénients, mais quelques avantages importants
Les méthodes de la reconstruction communiste
Pas de gaspillages, nous n'en voulons pas !
Démanteler les mégapoles
Surmonter l'antagonisme
Réduisez votre vitesse
- 33 La difficile évolution du milieu politique prolétarien depuis Mai 68 (2ème partie)
L'impact de la décomposition
Le développement du parasitisme politique
2004-2011 : l'émergence de nouvelles forces politiques et les difficultés rencontrées
Problèmes contemporains et perspectives futures

IL Y A CENT ANS, LE SOULÈVEMENT DE KRONSTADT

Après la révolution russe en 1917, la révolution en Allemagne en 1918, la création de l'Internationale communiste en 1919, le CCI revient aujourd'hui sur le centième anniversaire du tragique écrasement de la révolte des marins, soldats et ouvriers de Kronstadt en mars 1921 avec la republication d'un document *Les leçons de Kronstadt* paru dans la *Revue internationale* n°3 afin de tirer les leçons essentielles de cet événement pour les luttes futures.

de la Commission extraordinaire datant du 1er mai 1921, 6.528 rebelles ont été arrêtés, 2.168 exécutés (un tiers), 1.955 condamnés au travail obligatoire (dont 1.486 pour cinq années), et 1.272 libérés. Les familles des rebelles ont été déportées en Sibérie. Et 8.000 marins, soldats et civils réussissent à s'échapper vers la Finlande.

Moins de 4 ans après la prise de pouvoir par la classe ouvrière en Russie en octobre 1917, ces événements expriment de façon tragique le

ce qui souligne l'importance de ce mouvement et exprime son profond caractère prolétarien, c'est non seulement la réaction face aux mesures de restriction mais surtout la réaction face à la dépossession et à la perte du pouvoir politique des conseils ouvriers au profit du Parti et de l'État, qui se substituent à eux et sont censés dès lors représenter l'orientation et les intérêts du prolétariat. Ceci est exprimé dès le premier point de leur résolution: *"Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, d'organiser immédiatement des réélections aux soviets au vote secret en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale"*.

La bourgeoisie, en se référant à la répression des révoltés par l'Armée rouge, a toujours essayé de prouver aux prolétaires qu'il y a un fil ininterrompu reliant Marx et Lénine à Staline et au goulag. L'objectif de la bourgeoisie est de faire en sorte que les prolétaires se détournent de l'histoire de leur classe et ne se réapproprient pas ses propres expériences. Les thèses des anarchistes en arrivent aux mêmes conclusions en s'appuyant sur la prétendue nature autoritaire et contre-révolutionnaire du marxisme et des partis agissant en son nom. Les anarchistes portent en fait un regard abstraitement "moral" sur les événements. Partant du postulat de l'autoritarisme inhérent du parti bolchevik, ils sont incapables d'expliquer le processus de dégénérescence de la révolution en général et de l'épisode de Kronstadt, en particulier: une révolution qui s'épuise après sept années de guerre mondiale et de guerre civile, avec une infrastructure industrielle en ruines, une classe ouvrière décimée, affamée, confrontée à des insurrections paysannes dans les provinces. Une révolution dramatiquement isolée, pour qui la perspective de l'extension internationale est de moins en moins probable après l'échec de la révolution en Allemagne, sur tous ces problèmes auxquels furent confrontés la classe ouvrière et le parti bolchevik, les anarchistes ferment les yeux.

La principale leçon historique, fondamentale pour la perspective d'une révolution prolétarienne mondiale, de la répression de la révolte de Kronstadt concerne la violence de classe. Si la violence révolutionnaire est une arme du prolétariat pour



Izvestia du Comité révolutionnaire provisoire des marins, soldats et ouvriers de la ville de Kronstadt

abattre le capitalisme face à ses ennemis de classe, sous aucun prétexte, elle ne peut être utilisée et s'exercer au sein même de la classe ouvrière, contre d'autres prolétaires. Ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le communisme au prolétariat parce que ces moyens s'opposent catégoriquement au développement du caractère conscient de sa révolution qu'il ne peut acquérir que par sa propre expérience et l'examen critique constant de cette expérience. La décision par le parti bolchevik de réprimer Kronstadt ne peut se comprendre que dans le contexte de l'isolement international de la révolution russe et de la terrible guerre civile qui frappait alors la région. Une telle décision n'en demeure pas moins une erreur tragique en s'exerçant contre des ouvriers qui s'étaient dressés pour défendre leur principale arme de transformation politique consciente de la société et le véritable organe vital de la dictature de prolétariat: le pouvoir des Soviets ■



Marins révolutionnaires de Kronstadt du cuirassé Petropavlovsk de la marine impériale russe à Helsinki pendant l'été 1917. Le drapeau porte le texte "Mort à la bourgeoisie".

Au mois de mars 1921, l'État soviétique, dirigé par le parti bolchevik, met fin par la force militaire au soulèvement des marins et des soldats de la garnison de Kronstadt, sur l'île de Kotlin dans le golfe de Finlande, à 30km de Petrograd (aujourd'hui Saint-Petersbourg). Les 15.000 soldats et marins insurgés sont assaillis par 50.000 soldats de l'Armée rouge, dès le 7 mars au soir. Après dix jours de combats acharnés, le soulèvement de Kronstadt est écrasé. Un chiffre fiable du nombre de victimes n'est pas disponible, mais on estime à plus de 3.000 le nombre de morts et exécutés du côté des insurgés et à plus de 10.000 morts du côté de l'Armée rouge. Selon un communiqué

processus de dégénérescence d'une révolution isolée et à bout de souffle. En effet, cette révolte ouvrière est celle de partisans du régime des Soviets, de ceux qui en 1905 et en 1917 étaient à l'avant-garde du mouvement et qui pendant la révolution d'Octobre étaient considérés comme "l'honneur et la gloire de la révolution". En 1921, les révoltés de Kronstadt exigent la satisfaction de revendications rejoignant celles des ouvriers de Petrograd en grève depuis le mois de février: libération de tous les socialistes emprisonnés, fin de l'état de siège, liberté d'expression, de la presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent, une ration égale pour tous les ouvriers... Mais

(suite de la page 6)

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN: LES GUERRES ET LES POGROMS SONT L'AVENIR QUE NOUS RÉSERVE LE CAPITALISME (EXTRAITS)

Les massacres résultant d'innombrables petites guerres se multiplient à mesure que le capitalisme s'enfoncé dans un «free for all» impérialiste de plus en plus irrationnel. L'agonie de dix ans en Syrie, un pays aujourd'hui complètement ruiné par un conflit impliquant au moins cinq camps rivaux, est peut-être l'expression la plus éloquente de ce terrifiant «panier de crabes». Les affrontements militaires récurrents en Israël/Palestine témoignent également de la nature insoluble de nombre de ces conflits, et dans ce cas, le massacre de civils est exacerbé par le développement d'une atmosphère de pogrom au sein même d'Israël, montrant l'impact de la décomposition aux niveaux militaire et social.

«Ce n'est pas la première fois que le Hamas ou d'autres groupes djihadistes font pleuvoir les roquettes sur les civils des villes israéliennes, tuant sans discrimination. Ce n'est pas non plus la première fois que les forces armées israéliennes ont répondu par des raids aériens et des tirs d'artillerie dévastateurs, ciblant les dirigeants et les stocks d'armes du Hamas, mais semant aussi la mort parmi les civils des immeubles et des rues bondées de Gaza, avec un nombre de victimes des dizaines de fois supérieur aux «dommages» des roquettes du Hamas.(...)»

«Ce chaos croissant au niveau militaire est une expression de la décomposition globale du système capitaliste. Ainsi, un autre élément, étroitement lié, se joue au niveau social et politique, à travers l'intensification des affrontements entre factions politiques bourgeoises, des tensions entre groupes ethniques et religieux, des pogroms contre les minorités.(...)»

«Mais c'est la première fois qu'un effort militaire aussi important s'accompagne dans plusieurs villes israéliennes d'une vague d'affrontements violents entre Juifs et Arabes



israéliens. Il s'agit essentiellement de pogroms: des bandes d'extrême droite brandissant l'étoile de David et criant «Mort aux Arabes», faisant la chasse aux Arabes pour les tabasser et les assassiner. Dans le même temps, les attaques se sont multipliées contre des Juifs et des synagogues incendiées par des foules «inspirées» par l'islamisme et le nationalisme palestinien (...).

«Et si les pogroms sont souvent déclenchés en tant qu'instruments de la politique de l'État, dans les conditions actuelles, ils peuvent s'intensifier au-delà des objectifs des organismes d'État et accélérer un glissement général vers l'effondrement social. Le fait que cela commence à se produire dans un État hautement militarisé comme Israël est un signe que les tentatives du capitalisme d'État totalitaire de freiner le processus de désintégration sociale peuvent finir par l'aggraver encore plus.»

Voir: <https://fr.internationalism.org/content/10463/conflit-israelo-palestinien-guerres-et-pogroms-sont-l-avenir-nous-reserve-capitalisme>

CONTRE LES THÈSES ANARCHISTES, LES LEÇONS TIRÉES PAR LA GAUCHE COMMUNISTE

tariat et amènerait celui-ci à abdiquer de son programme communiste dont lui seul est l'unique sujet. Compte tenu des conceptions qui existaient à l'époque dans le mouvement ouvrier (l'idée d'un État "prolétarien"), toute résistance à l'État de la part des travailleurs ne pouvait être considéré que comme contre-révolutionnaire. À aucun moment, la vigilance du prolétariat vis-à-vis de l'appareil d'État ne peut se relâcher, parce que l'expérience russe et les événements de Kronstadt en particulier, ont montré que la contre-révolution peut très bien se manifester par le canal de l'État post-insurrectionnel et pas seulement à travers une agression bourgeoise "extérieure".

Pour tragiques qu'aient été les erreurs commises par les bolcheviks, ce ne sont pas elles mais bien l'isolement de la révolution russe qui est à la base de sa dégénérescence. Si la révolution s'était étendue, en particulier à travers une insurrection victorieuse en Allemagne, il est fort probable que ces erreurs auraient pu être corrigées au cours-même du processus révolutionnaire en développement, comme en témoignent les positions défendues par Lénine dans le débat en 1920-1921 qui l'avait opposé à Trotski sur la question des syndicats (débat qui s'est également mené au 10e congrès du parti qui s'est tenu au moment-même où se déroulaient les événements de Kronstadt). Ainsi,

alors que Trotski défendait l'idée que les syndicats devaient constituer un appareil d'encadrement par l'État "prolétarien" de la classe ouvrière, Lénine, en désaccord avec cette analyse, avait mis en avant que les ouvriers doivent se défendre eux-mêmes contre "leur" État, particulièrement dans la mesure où le régime des soviets était, selon lui, non plus un État prolétarien mais un "État des ouvriers et des paysans" avec de "profondes déformations bureaucratiques".

Par ailleurs, en 1922, dans un rapport présenté au comité central du parti, c'est en ces termes que Lénine commence à percevoir que la contre-révolution s'est installée en Russie-même et que l'appareil du parti bureaucratise ne va pas dans le sens des intérêts du prolétariat: *"La machine est en train d'échapper des mains de ceux qui la conduisent: en fait, on dirait qu'il y a quelqu'un aux commandes qui dirige cette machine, mais celle-ci suit une autre direction que celle qui est voulue, conduite par une main cachée (...) Dieu seul sait à qui elle appartient, peut-être à un spéculateur ou à un capitaliste privé, ou aux deux à la fois. Le fait est que la machine ne va pas dans la direction voulue par ceux qui sont censés la conduire et, quelquefois, elle prend tout à fait la direction opposée"*

B et C

(1) Pour plus de détails, lire nos articles dans la *Revue Internationale* n° 3, 100 et 104.

IL Y A CENT ANS, LE SOULÈVEMENT DE KRONSTADT

La répression de Kronstadt en mars 1921 : une erreur tragique du mouvement ouvrier

Il y a 100ans, en mars 1921, moins de quatre ans après la prise du pouvoir par la classe ouvrière lors de la révolution d'octobre 1917 en Russie, le parti bolchevique met fin par la force à l'insurrection de la garnison de Kronstadt sur la petite île de Kotline dans le Golfe de Finlande, à 30 kilomètres de Petrograd.

La Russie des soviets avait dû mener durant plusieurs années un combat sanglant dans la guerre civile contre les menées contre-révolutionnaires des armées blanches soutenues par les armées étrangères. Mais la révolte de la garnison de Kronstadt ne fait pas partie de ces tentatives contre-révolutionnaires : c'est une révolte au sein même des partisans ouvriers du régime des soviets qui avaient été à l'avant garde de la révolution d'Octobre. Ces ouvriers mettent en avant des revendications en vue de corriger les nombreux abus et les déviations intolérables du nouveau pouvoir. Et sa répression sanglante a constitué une tragédie pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Octobre 1917 en Russie a été une révolution prolétarienne, le premier épisode victorieux dans le déroulement de la révolution prolétarienne mondiale qui était la réponse de la classe ouvrière internationale à la guerre impérialiste de 1914-18. L'insurrection d'Octobre faisait partie d'un processus de destruction de l'État bourgeois et d'établissement de la dictature du prolétariat et, comme les bolcheviques l'ont passionnément défendu, sa signification profonde était qu'elle devait marquer le premier moment décisif de la révolution prolétarienne mondiale, de la guerre de classe du prolétariat mondial contre la bourgeoisie.

L'isolement de la révolution en Russie est la véritable cause de sa dégénérescence

La révolution commencée en Russie 1917 n'a pas réussi à s'étendre internationalement malgré les nombreuses tentatives de la classe ouvrière dans toute l'Europe.

La Russie elle-même avait été déchirée par une longue et sanglante guerre civile qui avait dévasté l'économie et fragmenté le prolétariat industriel, colonne vertébrale du pouvoir des soviets. L'élimination des comités d'usine, la subordination progressive des soviets à l'appareil d'État, le démantèlement des milices ouvrières, la militarisation croissante de la vie sociale, résultats des périodes de tension durant la guerre civile, la création de commissions bureaucratiques, étaient toutes des manifestations extrêmement significatives du processus de dégénérescence de la révolution en Russie. Bien que certains de ces faits datent d'avant même la période de guerre civile, c'est cette dernière qui voit le plein épanouissement de ce processus. De plus en plus, la direction du Parti-État développait des arguments montrant que l'auto-organisation de la classe ouvrière était excellente en principe, mais que, dans l'instant présent, tout devait être subordonné à la lutte militaire. Une doctrine de "l'efficacité" commençait à saper les principes essentiels de la démocratie prolétarienne. Sous le couvert de cette doctrine, l'État commençait à instituer une militarisation du travail, qui soumettait les ouvriers à des méthodes de surveillance et d'exploitation extrêmement sévères. Ayant émasculé les comités d'usine, la voie était libre pour que l'État introduise

la "direction d'un seul" et le système de Taylor d'exploitation sur les lieux de production, le même système que Lénine lui-même avait dénoncé comme l'asservissement de l'homme à la machine. Les ravages de l'économie de guerre et le blocus mettaient le pays tout entier au bord de la famine, et les travailleurs devaient se contenter des rations les plus maigres, souvent distribuées très irrégulièrement. De larges secteurs de l'industrie cessèrent de fonctionner, et des milliers d'ouvriers furent contraints à la débrouille individuelle pour survivre. La réaction naturelle de beaucoup d'entre eux fut de quitter complètement les villes et de chercher quelques moyens de subsistance à la campagne.

Tant que durait la guerre civile, l'État des soviets conservait l'appui de la majorité de la population car il était identifié au combat contre les anciennes classes possédantes. Les privations très dures de la guerre civile avaient été supportées avec une bonne volonté relative par les travailleurs, les ouvriers et les petits paysans. Mais après la défaite des armées blanches, beaucoup commençaient à espérer que les conditions de vie seraient moins sévères et que le régime relâcherait un peu son emprise sur la vie économique et sociale. La direction bolchevique, toutefois, confrontée aux ravages de la production causés par la guerre, était assez réticente à permettre quelque relâchement dans le contrôle étatique sur la vie sociale.

Le soulèvement de Kronstadt



À la fin de 1920, des soulèvements paysans s'étendent à travers la province de Tambov, la moyenne Volga, l'Ukraine, la Sibérie occidentale et d'autres régions. La démobilisation rapide de l'Armée Rouge met de l'huile sur le feu avec le retour dans leurs villages des paysans en uniforme. La revendication centrale de ces révoltes porte sur l'arrêt des réquisitions de blé et sur le droit des paysans à disposer de leurs produits. Au début de 1921, l'esprit de révolte s'est étendu aux ouvriers des villes qui avaient été l'avant-garde de l'insurrection d'Octobre : Petrograd, Moscou et Kronstadt.

Petrograd connut une série de grèves spontanées importantes. Aux assemblées d'usine et dans les manifestations, des résolutions qui réclamaient une augmentation des rations de nourriture et de vêtements, étaient adoptées, car la plupart des ouvriers avaient faim et froid. Allant de pair avec ces revendications économiques, d'autres plus politiques, apparaissaient aussi : les ouvriers voulaient la fin des restrictions sur les déplacements en dehors des villes, la libération des prisonniers de la classe ouvrière, la liberté d'expression, etc. Sans aucun doute, quelques éléments contre-révolutionnaires comme les mencheviks ou les socialistes-révolutionnaires (SR) jouaient un rôle dans ces événements, mais le mouvement de grève de Petrograd était essentiellement une réponse prolétarienne spontanée aux conditions de vie intolérables. Les



L'Armée rouge entre dans Kronstadt après 11 jours de siège.

autorités bolchéviques, cependant, ne pouvaient admettre que les ouvriers puissent se mettre en grève contre l'État post-insurrectionnel qualifié "d'État ouvrier", et taxaient les grévistes de provocateurs, de paresseux et d'individualistes.

Ce sont les troubles sociaux en Russie, et surtout à Petrograd, qui vont servir de détonateur à la révolte des marins de Kronstadt. Avant que n'éclatent les grèves de Petrograd, les marins de Kronstadt (que Trotski qualifiait comme étant la "gloire et l'honneur de la révolution") avaient déjà entamé une lutte de résistance contre les tendances bureaucratiques et le renforcement de la discipline militaire au sein de la Flotte Rouge, mais quand arrivèrent les nouvelles de Petrograd et de la déclaration de la loi martiale, immédiatement les marins se mobilisent et envoient le 28 février une délégation aux usines de Petrograd. Le même jour, l'équipage du croiseur Petropavlovsk se réunit et vote une résolution qui va devenir le programme des insurgés de Kronstadt. Cette résolution met en avant des revendications économiques et politiques, réclamant notamment la fin des mesures draconiennes du "communisme de guerre" et la régénération du pouvoir des soviets avec liberté d'expression, liberté de la presse, droit d'expression de tous les partis politiques.

Le 1er mars, deux délégués du parti bolchevique rencontrent l'équipage du Petropavlovsk et dénoncent cette résolution en brandissant immédiatement la menace de répression si les marins ne reculent pas. Cette attitude arrogante et provocatrice des autorités bolchéviques va mettre le feu aux poudres et galvaniser la colère des matelots. Le 2 mars, jour de la réélection du soviet de Kronstadt, la résolution du Petropavlovsk est votée par 300 délégués qui adoptent une motion pour la "reconstitution pacifique du régime des soviets". Les délégués forment un "Comité Révolutionnaire Provisoire" (CRP) chargé de l'administration de la ville et d'organiser sa défense contre toute intervention armée du gouvernement. À partir de ce jour est née la commune de Kronstadt qui publie ses propres Izvestia dont le premier numéro déclarait : *"Le parti communiste, maître de cet État, s'est déclaré incapable de sortir le pays du chaos. D'innombrables incidents se sont produits récemment à Moscou et à Petrograd, qui montrent clairement que le parti a perdu la confiance des masses ouvrières. Le parti néglige les besoins de la classe ouvrière parce qu'il croit que ces revendications sont le fruit d'activités contre-révolutionnaires. En cela, le parti commet une profonde erreur."*

Cependant, la révolte de la Commune de Kronstadt est restée totalement isolée. L'appel des insurgés à l'extension de ce qu'ils appelaient la "Troisième révolution" est restée sans écho. À Petrograd, malgré l'envoi d'une délégation

aux usines, malgré la diffusion de tracts et de la résolution du Petropavlovsk, l'appel de la Flotte Rouge n'a pas réussi à mobiliser la classe ouvrière de toute la Russie qui pourtant se reconnaissait entièrement dans le programme des insurgés et soutenait pleinement la révolte. Les ouvriers de Petrograd ont mis fin à leurs mouvements de grèves et ont repris le travail soumis à la loi martiale car la classe ouvrière en Russie avait été brisée, démoralisée, éparpillée par la guerre civile.

L'écrasement de Kronstadt

La réponse immédiate du gouvernement bolchevique à la rébellion a été de la dénoncer comme une partie de la conspiration contre-révolutionnaire contre le pouvoir des soviets. Bien sûr, tous les charognards de la contre-révolution, depuis les gardes blancs jusqu'aux SR tentèrent de récupérer la rébellion et lui offrirent leur appui. Mais excepté l'aide humanitaire par le canal de la Croix-Rouge russe contrôlée par les émigrés, le CRP rejeta toutes les avances faites par les forces de la réaction. Il proclamait qu'il ne luttait pas pour le retour de l'autocratie, ou de l'Assemblée Constituante (où s'étaient rassemblés, début 1918, les ennemis de la révolution) mais pour une régénération du pouvoir des soviets libéré de la domination bureaucratique : *"Ce sont les soviets et non l'assemblée constituante qui sont le rempart des travailleurs"* déclaraient les Izvestia de Kronstadt. *"A Kronstadt, le pouvoir est entre les mains des marins, des soldats rouges et des travailleurs révolutionnaires. Il n'est pas dans les mains des gardes blancs commandés par le général Kozlowski, comme l'affirme mensongèrement radio Moscou"*

On ne peut pas nier qu'il y ait eu des éléments petits-bourgeois dans le programme et l'idéologie des insurgés et dans le personnel de la flotte et des armées. En fait, c'était l'occasion pour ces éléments, qui étaient hostiles au parti bolchevique parce qu'il avait été à la tête de la révolution de 1917, de manifester cette hostilité. Mais la présence de ces éléments ne changeait absolument pas la nature du mouvement lui-même.

La direction bolchevique a réagi avec une extrême fermeté à la rébellion de Kronstadt. Son attitude intransigeante élimina rapidement toute possibilité de compromis ou de discussion. Pendant l'assaut militaire lui-même de la forteresse, les unités de l'Armée Rouge envoyées pour écraser la rébellion étaient constamment au bord de la démoralisation. Quelques-unes fraternisèrent même avec les insurgés. Pour s'assurer de la loyauté de l'armée, d'éminents dirigeants bolcheviques furent envoyés du 10e congrès du parti, alors en session à Moscou. En même temps, les fusils de la Tcheka étaient braqués sur le dos des soldats pour s'assurer doublement qu'aucune démoralisation ne pouvait se propager. Quand la forteresse tomba

enfin, des centaines d'insurgés furent massacrés, exécutés sommairement ou rapidement condamnés à mort par la Tcheka. Les autres furent envoyés en camp de concentration. La répression fut systématique et sans merci.

Au moment des événements, c'est la peur accablante du danger que les gardes blancs n'exploitent la révolte de Kronstadt pour régler leur compte aux bolcheviques, qui a amené bien des voix les plus critiques du pouvoir bolchevique à soutenir la répression.

Une erreur de tout le mouvement ouvrier

En effet, s'il est une chose que les anti-léninistes de tous poils se sont efforcés en permanence de masquer, c'est que cette erreur du parti bolchevique a été partagée par l'ensemble du mouvement ouvrier de l'époque, y compris par les fractions et courants de la gauche communiste qui avaient été exclus de l'Internationale.

Ainsi, l'Opposition Ouvrière, fraction critique à la direction bolchévique, a apporté son plein soutien à la répression et Alexandra Kollontaï (qui était à la tête de cette fraction oppositionnelle) ira même jusqu'à affirmer que les membres de son Opposition seraient les premiers à se porter volontaires pour écraser la rébellion.

Les fractions de la Gauche germano-hollandaise, bien qu'elles se soient clairement démarquées de la position jusqu'au-boutiste de Kollontaï, n'ont pas condamné ni même critiqué la politique du parti bolchevique. Ainsi, le KAPD (1), au moment des événements, avait défendu la thèse suivant laquelle la révolte de Kronstadt était un complot contre-révolutionnaire contre la Russie des soviets, ce qui l'a conduit à ne pas condamner la répression.

Görter, au sein de la Gauche hollandaise, a affirmé que les mesures prises par les bolcheviques étaient "nécessaires" face à la révolte de Kronstadt car il fallait écraser cette insurrection contre-révolutionnaire dont il estimait qu'elle venait de la paysannerie.

Au sein-même du parti bolchevique, Victor Serge, bien qu'ayant affirmé son refus de prendre les armes contre les marins de la Flotte Rouge, n'a pas protesté contre la répression par fidélité au parti.

Ainsi, il est clair que cette erreur tragique n'a pas été commise par le seul parti bolchevique et encore moins par sa seule direction. En réalité, les bolcheviques ont été les acteurs d'une erreur et des incompréhensions de tout le mouvement ouvrier de l'époque qui n'a pas vu que la contre-révolution pouvait venir de l'intérieur de l'État post-insurrectionnel, non pas parce que le "ver était déjà dans le fruit" dès 1917 (selon la thèse des anarchistes pour qui l'existence d'un parti de classe est un danger pour le prolétariat), mais parce que, du fait de l'isolement international de la révolution russe, le parti bolchevique a été absorbé par l'État, s'est identifié à cet appareil d'État contre la classe ouvrière. L'erreur de l'ensemble du mouvement ouvrier était contenue dans les confusions générales sur l'idée suivant laquelle l'État qui a surgi après la révolution d'Octobre 17 était un "État prolétarien" ■

B et C

(1) Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne exclu en 1920 de l'Internationale Communiste à cause de ses positions critiques, notamment contre la politique de "Front unique" de l'IC.

Kronstadt 1921 : contre les thèses anarchistes, les leçons tirées par la Gauche communiste

Le seul courant qui, tout en défendant la révolution d’Octobre, ait rejeté et condamné la répression de la forteresse de Kronstadt était le courant anarchiste, au sein duquel il convient d’ailleurs de distinguer les différentes composantes. Certains anarchistes, notamment les anarchistes immigrés tels Emma Goldman et Alexandre Berkman étaient très proches du parti bolchévik (et leur avaient apporté leur plein soutien en octobre 17 contrairement à d’autres anarchistes appartenant à l’intelligentsia ou aux éléments déclassés et dont l’anti bolchévisme exprimaient clairement les conceptions de la petite-bourgeoise réactionnaire).

Il ne fait aucun doute que de nombreux anarchistes avaient raison dans leurs critiques envers la Tcheka (la police politique du parti) et l’écrasement de Kronstadt. Le problème, c’est que l’anarchisme n’offre aucun cadre pour comprendre la signification historique de tels événements, comme en témoigne l’analyse de Voline:

"Kronstadt est un phare lumineux qui éclaire la bonne route (?) Une fois l'entière liberté de discussion, d'organisation et d'action définitivement acquise par les masses laborieuses elles-mêmes, une fois le vrai chemin de l'activité populaire indépendante entrepris, le reste viendra s'enchaîner automatiquement." (Voline, *La Révolution inconnue*)

Ainsi, selon Voline, il suffisait que la révolte de Kronstadt ait été victorieuse pour que le reste vienne "s'enchaîner automatiquement". Or, même si la révolte s’était étendue à toute le Russie, même si Kronstadt avait gagné, cela n’aurait en rien résolu le problème crucial de l’époque: celui de l’isolement international du bastion soviétique (mais il est vrai que dans la logique des anarchistes, comme on a pu le voir par la suite dans leur analyse de la "révolution prolétarienne" en Espagne en 1936, l’analyse marxiste suivant laquelle le communisme ne peut s’établir qu’à l’échelle internationale est tout à fait secondaire). Une telle sous-estimation des difficultés et de la nécessité de l’extension rapide du processus révolutionnaire est un véritable poison pour la conscience du prolétariat qui lui masque le premier des enseignements de Kronstadt, à savoir que toute révolution qui reste isolée dans un seul pays est irrémédiablement vouée à l’échec.

La révolution prolétarienne est internationale ou n'est rien

La révolution prolétarienne peut seulement réussir à l’échelle mondiale. Il est impossible d’abolir le capitalisme ou de "construire le socialisme" dans un seul pays, mais seulement par l’exten-

sion du pouvoir politique prolétarien sur toute la planète. Sans cette extension, la dégénérescence de la révolution est inévitable, quels que soient les changements apportés dans l’économie. C’est justement ce que Lénine avait clairement mis en avant lorsqu’il affirmait dès 1918 que le prolétariat russe attend avec impatience l’extension de la révolution en Europe, car si le prolétariat d’Europe occidentale ne venait pas rapidement au secours de la Russie des soviets (qui commençait à être asphyxiée par le blocus économique de toute la bourgeoise mondiale), celle-ci était condamnée.

Pour les anarchistes, les bolcheviks ont fini par écraser les ouvriers et les marins parce qu’ils étaient, selon les termes de Voline, "marxistes, autoritaires et étatistes". En réalité, ce que Voline et tout le courant anarchiste n’ont jamais compris, c’est que la disparition de la démocratie ouvrière qui a vidé les soviets de toute vie prolétarienne est la conséquence directe de l’impasse tragique dans laquelle se trouvait la révolution russe. Et c’est à partir de cette incompréhension du mouvement réel et de la dynamique générale du prolétariat mondial que les anarchistes ont pu réécrire et interpréter l’histoire à leur façon avec comme seul "cadre théorique" la vieille thèse libertaire anti-marxiste, anti-parti et "anti-autoritaire". Ce faisant,

l’idéologie des anarchistes apporte aujourd’hui encore de l’eau au moulin des campagnes anti-communistes de la bourgeoisie, lesquelles ont pour objectif de perpétuer l’idée mensongère consistant à faire croire aux prolétaires qu’il existerait une prétendue "continuité théorique, pratique et historique" entre Lénine et Staline, entre la révolution d’Octobre 1917 et la contre-révolution stalinienne.

Parce que le marxisme défend la formation d’un parti politique prolétarien, appelle à la centralisation des forces du prolétariat et reconnaît l’inévitabilité de l’État de la période de transition vers le communisme, il est condamné, selon les anarchistes, à finir comme exécuteur des masses. De telles "vérités éternelles" n’ont aucune utilité pour la compréhension des processus historiques réels et pour en tirer des leçons sur lesquelles devra s’appuyer le futur mouvement révolutionnaire.

Quelles sont les véritables leçons de la tragédie de Kronstadt que la Gauche communiste a su tirer? (1)

Pas de rapport de violence au sein de la classe ouvrière

La violence révolutionnaire est une arme que le prolétariat est forcé d’utiliser dans son combat contre la classe capitaliste. À l’intérieur même du prolétariat, elle ne doit avoir aucune place car elle ne peut alors que détruire son unité, sa solidarité, sa cohésion et engendrer la démoralisation, le désespoir.

Sous aucun prétexte la violence ne saurait servir de critère ni d’instrument au sein de la classe ouvrière parce qu’elle n’est pas un moyen de sa prise de conscience. Cette prise de conscience, le prolétariat ne peut l’acquérir que par sa propre expérience et l’examen critique constant de cette expérience. C’est pourquoi la violence au sein de la classe ouvrière, quelle que soit sa motivation immédiate, ne peut qu’empêcher l’activité propre des masses et finalement être la plus grande entrave à sa prise de conscience qui est la condition indispensable au triomphe du communisme.

En ce sens, même si des fractions de la classe ouvrière ont manifestement tort, la "ligne juste" ne peut pas leur être imposée par la force des armes par une autre fraction, qu’elle soit majoritaire ou non. Le soulèvement de Kronstadt a constitué un affaiblissement du bastion prolétarien, sur le plan de sa cohésion. Sa répression a constitué un affaiblissement encore plus important en hâtant la dégénérescence de la révolution.

La dictature du prolétariat n'est pas celle d'un parti

La tragédie de la révolution russe, et en particulier le massacre de Kronstadt, a été que l’ensemble du mouvement ouvrier de l’époque n’était pas clair sur le rôle du parti dans l’exercice du pouvoir prolétarien. En effet, au sein du mouvement ouvrier existait encore l’idée que, comme dans la révolution bourgeoise, c’est le parti qui devait exercer la dictature du prolétariat au nom de la classe ouvrière. Contrairement aux autres révolutions dans l’histoire, la révolution prolétarienne exige la participation active et constante de toute la classe ouvrière. Ce qui signifie qu’à aucun moment, elle ne doit tolérer, sous peine d’ouvrir immédiatement un cours de dégénérescence, ni la "délégation" du pouvoir à un parti, ni la substitution d’un corps spécialisé ou d’une fraction de la classe ouvrière, aussi révolutionnaires soient-ils, à l’ensemble du prolétariat. C’est également pour cette raison que, quand l’État se dresse contre la classe ouvrière, comme ce fut le cas à Kronstadt, le rôle du parti, en tant qu’émanation et avant-garde du prolétariat, n’est pas de défendre l’État contre la classe ouvrière, mais de mener le combat aux côtés de celle-ci contre l’État.

La dictature du prolétariat n'est pas l'État

Au moment de la révolution russe, il existait une confusion générale dans le mouvement ouvrier, qui identifiait la dictature du prolétariat à l’État apparu après le renversement du régime tsariste, c’est-à-dire le congrès des délégués de toutes les Russies des Soviets, des travailleurs, soldats et paysans. Le pouvoir prolétarien, au lieu de se manifester par le canal des organes spécifiques de la classe ouvrière (assemblées d’usines et conseils ouvriers), a été identifié à l’appareil d’État (soviets territoriaux, émanation de toutes les couches non exploiteuses).

Or, comme l’a clairement mis en avant la Gauche communiste d’Italie à la fin des années 30 et la Gauche communiste de France par la suite, tirant les leçons de la dégénérescence de la révolution russe, l’autonomie du prolétariat signifie que, sous aucun prétexte, les organisations unitaires et politiques de la classe ouvrière ne doivent se subordonner aux institutions étatiques, car cela reviendrait à dissoudre ces organismes du prolé-

(suite à la page 4)

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l’humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n’y a qu’une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l’humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n’étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l’entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d’Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d’une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L’échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l’isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatistés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l’est de l’Europe, en Chine, à Cuba, etc., n’ont été que des formes particulièrement brutales d’une tendance universelle au capitalisme d’Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l’arène internationale. Ces guerres n’apportent à l’humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d’ " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s’entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- " communistes " aujourd’hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l’appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d’une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu’à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l’ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d’organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu’à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n’est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n’est pas directement l’émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l’action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l’action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l’Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l’échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l’ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l’économie. Le communisme nécessite l’abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d’une communauté mondiale dont toute l’activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L’organisation politique révolutionnaire constitue

l’avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n’est ni d’ " organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l’unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l’orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L’intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l’action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d’un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu’en ont tirées tout au long de l’histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l’Association internationale des travailleurs, 1864-72, l’Internationale socialiste, 1889-1914, l’Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.